



CRISE LIBYENNE

Oyo abrite un sommet de facilitation

C'est dans la ville d'Oyo, située à 400 km de Brazzaville, dans le département de la Cuvette (Nord), que le président congolais, Denis Sassou N'Gusso, président du comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye, réunira, ce 12

mars, un sommet destiné à jeter les bases du futur dialogue inter-libyen. Plusieurs délégations sont sur place au nombre desquelles celles des parties libyennes. L'Union africaine y est représentée par son président en exercice, le chef de l'Etat sud-

africain, Cyril Ramaphosa, ainsi que par Moussa Faki Mahamat, le président de la Commission ; le Tchad par le président Idriss Déby Itno, et l'Algérie, qui ambitionne d'accueillir le dialogue entre frères libyens, par son Premier ministre, Abdelaziz Djerad.

CORONAVIRUS

Les pharmaciens mettent en place une cellule de veille

Les pharmaciens du Congo ont mis en place une cellule de veille en prévision de l'épidémie de coronavirus. Cette structure va travailler de connivence avec le ministère en charge de la Santé notamment sur des questions liées à l'importation des médicaments de première nécessité, dans les conditions d'urgence.

Page 8



Les membres de la Cellule de veille

CHAN CAMEROUN 2020

Les Diables rouges se disent prêts



Barthélemy Ngatsono lors de la conférence de presse, le 11 mars

Le sélectionneur des Diables rouges locaux, Barthélemy Ngatsono, a salué hier la progression de ses poulains et rassuré qu'après la première phase de préparation son équipe est prête pour la compétition.

« Nous avons fait un tournoi à Kinshasa, un match à Brazzaville et un autre au Rwanda. Par rapport à toutes ces rencontres, il nous reste plus qu'à corriger ce qui n'avait pas marché et ensuite mettre en place notre stratégie », a-t-il précisé.

Page 16

GOVERNANCE PUBLIQUE

Le Congo va se doter d'un outil de planification de ses actions



Les participants à l'atelier/Adiac

L'outil de planification des actions publiques dénommé « Congo vision 2048 » est à l'étude à la faveur d'un atelier de trois jours, ouvert le 11 mars à Brazzaville. Les participants vont examiner les principales composantes, leur faisabilité et les séquences de leur mise en œuvre.

« De nombreuses études montrent que plusieurs pays ont réalisé une profonde transformation structurelle de leur économie grâce à une planification rigoureuse étalée sur des décennies », a déclaré en substance la ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, à l'ouverture de l'atelier.

Page 3

ÉDITORIAL

Perche

Page 2

ÉDITORIAL

Perche

L'Afrique tend à nouveau la perche aux frères ennemis libyens, afin qu'ils s'organisent à sortir leur pays du chaos dans lequel il se trouve par les moyens autres que la lutte armée. C'est dans ce sens que se tient, ce 12 mars, à Oyo, dans le département de la Cuvette, au Nord-Congo, une réunion du comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sous l'égide du médiateur, le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso.

La présence à ce sommet du président de l'Union africaine, Cyril Ramaphosa, du chef de l'Etat tchadien, Idriss Deby Itno, dont le pays partage une longue frontière avec la Libye et subit les conséquences du conflit chez son voisin, du président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, des délégations de l'Algérie, des parties libyennes ainsi que d'autres partenaires à la paix est la preuve que l'Afrique tient à mener ses bons offices jusqu'au bout.

Certes la lourdeur du dossier, ses nombreux enjeux, le comportement des acteurs de diverses obédiences sur le terrain, sont de nature à casser les optimismes même les plus résolus. Désabusé par les péripéties de ce cercle vicieux libyen dans lequel les facilitateurs déclarés sont les mêmes qui font le coup de feu en sourdine, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu, Ghassam Salamé, n'a eu que sa conscience pour se tenir d'affaire.

Depuis 2011, l'Afrique a exprimé sa volonté de parvenir à une solution « à l'africaine » à cette guerre venue de loin. A mesure que le temps passe, que le bout du tunnel s'éloigne, peut-être, cette option est-elle désormais la seule qui vaille tant qu'elle trouvera un écho favorable en Libye même, sur le continent et en dehors.

Car si l'Afrique ne bénéficie pas du soutien qu'il faut des parties concernées, un jour, elle pourrait elle aussi ne plus y croire. Dès lors, le malheur actuel de la Libye, dont les effets rejaillissent sur un périmètre plus large que son territoire, sera encore plus dramatique. Gageons qu'enfin se dessineront à Oyo, les contours du futur dialogue inter-libyen tant préconisé.

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION

Le ministre angolais des relations extérieures reçu par le président Denis Sassou N'Guesso

Le président de la République a reçu, le 11 mars à Oyo, un émissaire de son homologue angolais, João Lourenço. Le ministre des relations extérieures, Manuel Domingos Augusto, était porteur d'un message dans lequel le chef de l'Etat angolais entend apporter son soutien aux efforts déployés par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, dans la résolution des différends sur le continent.

La Rédaction



PARLEMENT

Les députés préoccupés par la dégradation de la RN2 et des voiries urbaines

Le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, a récemment attiré l'attention du gouvernement sur la priorité à accorder, courant 2020, à la remise à niveau de la Route nationale N°2, ainsi que des voiries urbaines de Brazzaville et Pointe-Noire.

L'état de dégradation avancée du réseau routier national, notamment la RN2 préoccupe les élus du peuple qui sont depuis le 1er février en huitième session ordinaire administrative de leur institution. En effet, les deux segments réputés redoutables (Nkouo-Inga et Etsouali-Ngo), sont un véritable casse-tête tant pour les passagers que pour les conducteurs. Bien que les travaux de réhabilitation aient été lancés sur le tronçon Djiri-Ingah, long de 86 km, la situation reste toujours préoccupante, surtout pour les commerçants qui enregistrent des pertes considérables de leurs marchandises.

L'autre problème qui interpelle le président de la chambre basse du Parlement est le mauvais état dans lequel se trouvent les voiries urbaines à Brazzaville et Pointe-Noire. Une situation à l'origine de certaines tracas-

series observées actuellement dans la circulation routière dans les deux principales villes du pays. « Depuis quelque temps, nous sommes confrontés aux effets dévastateurs du dérèglement climatique se traduisant par des érosions, des glissements de terrains, si ce n'est pas des inondations. C'est un phénomène global qui ne doit pas être l'occasion des querelles de clochers », a rappelé Isidore Mvouba.

Il s'est, par ailleurs, félicité du fait que les villes de Brazzaville et de Pointe-Noire disposent désormais d'outils d'orientation urbaine qui planifient les actions d'aménagement à réaliser au cours des vingt années à venir. Ces plans d'aménagement urbain progressistes postulent, a-t-il dit, à la création des villes du futur. « Nous avons là une réelle opportunité d'ériger des

cités intelligentes, des smart cities, où l'homme va cohabiter avec l'intelligence artificielle. Révons encore, car le bâtisseur est d'abord et avant tout un rêveur éveillé », a-t-il poursuivi, précisant que la sauvegarde des espaces prévus pour les nouvelles cités et les nombreux projets d'intérêt public procède de cette utilité publique. Selon lui, cette politique d'aménagement urbain hardie et volontariste est une nécessité impérieuse au regard des désordres pédagogiques et l'occupation anarchique du sol qui sont devenus le lot quotidien des Congolais. « C'est pourquoi, nous saluons les mesures préconisées en vue de renforcer la réglementation visant à mettre un terme aux lotissements désordonnés », a conclu Isidore Mvouba.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

GOUVERNANCE

Un nouveau document de prospective à l'étude

Le Congo veut se doter d'un outil de planification à long terme, appelé « Congo vision 2048 », censé orienter les initiatives publiques à venir. Des cadres sectoriels se sont réunis, dès le 11 mars à Brazzaville, pour tenter d'enrichir le projet du document prospectif.

Le processus de validation du projet de document de formulation de la vision de long terme du pays n'est qu'à sa phase technique. Après son adoption par une commission restreinte, durant ces trois jours, les participants vont examiner avec minutie ses principales composantes, leur faisabilité et leurs tranches de mise en œuvre.

Lançant les travaux des experts, la ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, a insisté sur la pertinence d'une telle initiative de doter

le pays d'une « boussole » de développement durable. Le futur document de prospective « Congo vision 2048 », d'après la tutelle, permettra de mobiliser davantage les ressources nécessaires à l'atteinte des objectifs fixés, de lutter contre les défaillances du marché, grâce à une affectation rationnelle des ressources limitées aux priorités de développement. Des exemples de réussite dans ce domaine ne manquent pas. « De nombreuses études montrent que des pays comme la Malaisie, la République de Corée et la République



La photo de famille Adiac

de Singapour ont réalisé une profonde transformation structurelle de leur économie qui a entraîné une croissance soutenue, grâce à une planification rigoureuse étalée sur trois décennies. D'autres études soutiennent l'idée que les plans de développement à long terme sont un puissant moyen de susciter l'afflux massif d'investissements directs étrangers », a-t-elle estimé.

En effet, le gouvernement mise ainsi sur une forte adhésion des acteurs du monde économique, de la société civile, mais surtout des partenaires au développement et des agences onusiennes. Ingrid Ebouka Babackas l'as-

sure le document « Congo vision 2048 » est en adéquation à l'agenda 2063 de l'Union africaine et les dix-sept Objectifs de développement durable des Nations unies.

Les partenaires onusiens, à travers la Commission économique pour l'Afrique, ont accepté d'accompagner le gouvernement, mais ont rappelé le rôle de l'État à stimuler la croissance économique, la transformation structurelle de l'économie et de la société et l'amélioration du niveau de vie de la population. Ce document devrait servir de socle solide pour la mise en œuvre du Plan national de développement 2018-2022.

« Il faudra investir davantage dans la recherche, le développement de l'innovation, avec une étroite collaboration entre le secteur public et le secteur privé et d'un leadership à tous les niveaux », a signifié Chris Mburu, coordonnateur résident des Nations unies au Congo.

Avec ce projet, la République du Congo est à son dix-huitième document de prospective après le plan triennal de développement (1961-1963), le plan quinquennal (1964-1968), le plan quinquennal de développement (1982-1986), le Programme intérimaire post-conflit (2000-2002), les documents stratégiques de réduction de la pauvreté (2004-2010)...

Fiacre Kombo

« De nombreuses études montrent que des pays comme la Malaisie, la République de Corée et la République de Singapour ont réalisé une profonde transformation structurelle de leur économie qui a entraîné une croissance soutenue, grâce à une planification rigoureuse étalée sur trois décennies. D'autres études soutiennent l'idée que les plans de développement à long terme sont un puissant moyen de susciter l'afflux massif d'investissements directs étrangers »

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU NIARI

Le budget 2020 s'élève à plus de deux milliards FCFA

Le Conseil départemental du Niari a clôturé, le 9 mars à Dolisie, sa troisième session ordinaire budgétaire, à l'occasion de laquelle il a adopté son budget de l'année en cours, arrêté à plus de deux milliards de francs CFA.

Le budget du conseil départemental du Niari, exercice 2020, est en légère augmentation de huit cent cinq millions neuf cent onze mille (805.911.342) francs CFA, par rapport à celui de l'année écoulée. Il est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de deux milliards cent soixante-neuf millions quatre cent treize mille neuf cent soixante-dix-neuf (2.169.413.979) francs CFA.

Dans cette enveloppe, un milliard quatre cent soixante-dix millions deux cent dix mille quarante-huit (1.470.202.048) francs CFA est orienté dans le fonctionnement et six cent quatre-vingt-dix-neuf millions deux cent onze mille neuf cent trente-et-un (699.211.931) francs CFA seront consacrés à l'investissement.

Par ailleurs, le conseil municipal de Dolisie a adopté son programme d'activités 2020, centré autour de la relance de la collecte de la taxe départementale, l'exploitation de quelques sites touristiques, l'amélioration des



Le présidium des travaux Adiac

voies de communication et la construction de la gare routière à Kinguebé. A cette occasion, les élus locaux ont adopté plusieurs délibérations portant fixation des taux et recouvrement des taxes départementales ; création d'une brigade routière, celle portant utilisation des recettes para fiscales et inactives dans les sous-préfectures.

Ils ont aussi entériné la délibération fixant les taux de pourcentage de rétrocession des recettes recouvrées par les services habilités ainsi celle fixant les tarifs de location des engins de la brigade logistique du département du Niari.

Le tourisme, un secteur à valoriser

Conscient des enjeux écono-

miques que peut offrir le tourisme, le conseil départemental du Niari a relevé la nécessité de développer au mieux ce secteur. Question d'en faire un domaine porteur de richesses, capable de contribuer à la diversification de l'économie locale et à l'amélioration du Produit intérieur brut national.

Ainsi, il a présenté quelques sites

touristiques emblématiques recensés dans le Niari dont il entend mettre en valeur. Parmi ceux-ci, on note, entre autres, des paysages situés aux confluents de la Louessé avec le fleuve Niari, non loin de Makabana ; des chutes des sirènes de Ngoyo sur la rivière Loufika, à Mabafi.

Il y a aussi des chutes Mourala sur la Louessé, dans le district de Moutamba ainsi que des chutes d'eau d'Ibabanga à Senguelé, proche de Makabana.

Le conseil départemental a, par ailleurs, salué les cinq cents millions de francs CFA que le Fonds lui a alloué pour réhabiliter quelques routes, écoles et marchés. Un comité de gestion a été mis sur pied pour assurer la gestion de cette enveloppe.

La session budgétaire a été clôturée par le ministre délégué en charge de la décentralisation, Charles Ngafouomo, en présence du préfet du département du Niari, Frederic Baron Bouzock.

Max Ferhynel Poudi, correspondant à Dolisie

**BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX
COMMISSION GÉNÉRALE DE PASSATION DES MARCHÉS N°02**

Sélection Régionale ouverte n°01/BEAC/DGE-DCBCG/SRO/Ser/2020 pour le choix d'un cabinet devant assurer le co-commissariat aux comptes de la BEAC pour les exercices 2020 à 2022

La Banque des Etats de l'Afrique centrale envisage de recruter, sur ressources propres, un co-commissaire aux comptes. A cet effet, elle invite par le présent avis de sélection, les cabinets remplissant les conditions requises, à soumettre leur proposition.

Le processus se déroulera conformément au Règlement n°01 CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des Marchés de la BEAC, notamment la sélection sur la base du coût de la proposition.

Les cabinets intéressés peuvent obtenir un complément d'information et consulter le dossier de sélection rédigé en français, à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
Services Centraux, 736, Avenue Monseigneur Vogt
Direction Générale de l'Exploitation – CGAM, 14ème étage,
porte 1412 / 1917, Yaoundé-CAMEROUN
Tél: (+237) 222 23 40 30; (+237) 222 23 40 60; postes 5452 ou 5403
Tél: (+237) 222 23 33 29
@ : cgam.scx@beac.int

La participation à la présente mise en concurrence est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de trois cent mille (300 000) francs CFA. Le paiement devra être effectué en espèces aux guichets de la BEAC ou par virement bancaire.

Les soumissions conformes au règlement particulier de la sélection devront être déposées, sous pli fermé, à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le jeudi 26 mars 2020 à 12 heures (heure de Yaoundé).

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
Services Centraux, 736, Avenue Monseigneur Vogt
Bureau d'Ordre, 15ème étage, porte 15.01/ : 1917 Yaoundé-CAMEROUN

Les propositions reçues après le délai fixé seront rejetées. Les plis seront ouverts, en une phase le jeudi 26 mars 2020 à 13 heures précises aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé, en présence des représentants des soumissionnaires dûment mandatés qui souhaitent assister à la séance d'ouverture.

Yaoundé, le

Le Président de la Commission

VISITEZ LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée
du Bassin du Congo

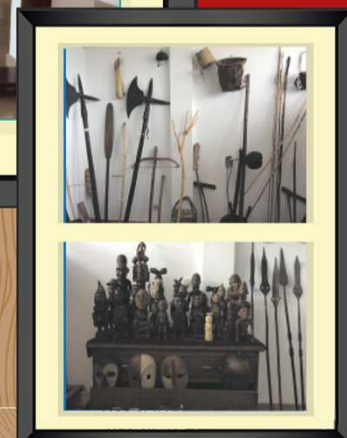
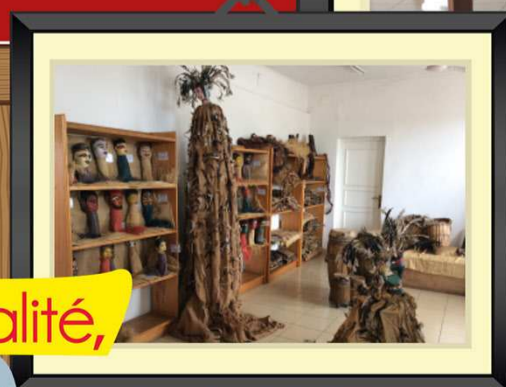
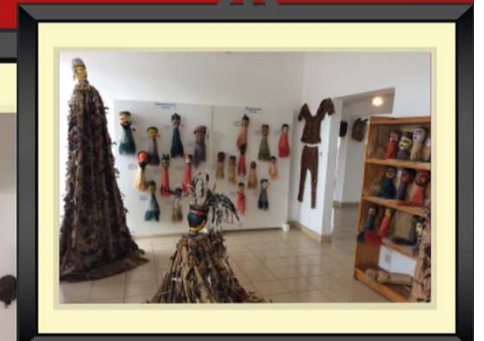
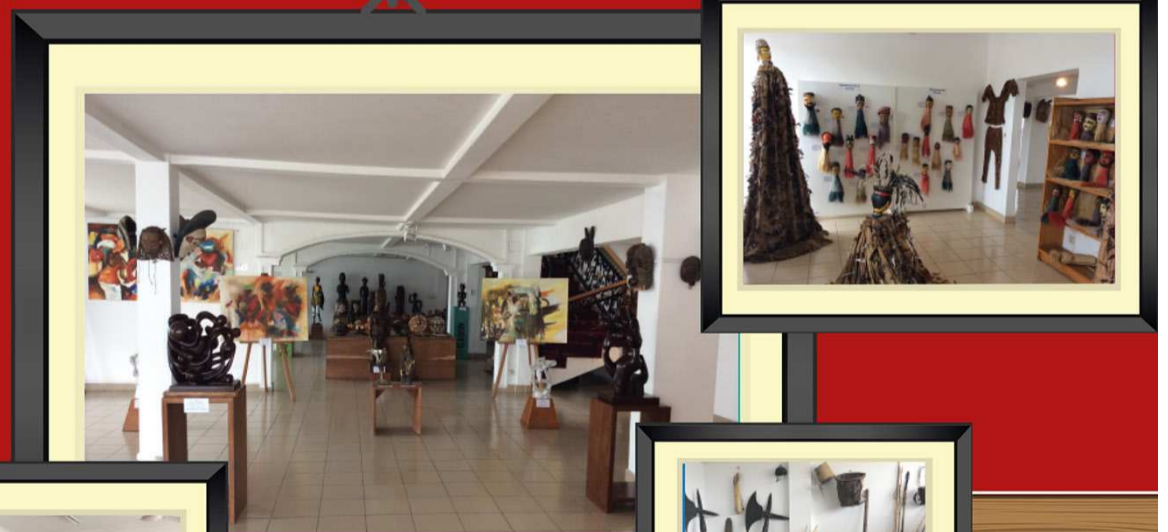
galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

ASSISTANCE AUX SINISTRÉS DES INONDATIONS

Les diplomates apportent leurs contributions

« Nous sommes tous venus témoigner notre soutien au gouvernement congolais parce que ce pays frère a enregistré un nombre important de sinistrés du fait des inondations », a déclaré l'ambassadeur de la République démocratique du Congo, Christophe Muzungu, après avoir remis au Premier ministre, Clément Mouamba, l'enveloppe dont les diplomates accrédités au Congo étaient porteurs.

L'ambassadeur de l'Inde, Ghotu Ram Meena, est arrivé peu de temps après les autres avec une enveloppe estimée à environ cinquante millions de francs CFA. Le tête-à-tête qu'il a eu avec le Premier ministre a permis de faire le point des relations diplomatiques entre les deux pays.

En rappel, au mois de septembre dernier, certaines localités riveraines étaient victimes de la montée des eaux du fleuve Congo et de ses affluents, dans la partie septentrionale du pays, notamment dans les départements de la Likouala, de la Sangha, de la Cuvette et des Plateaux.

Le chef du gouvernement congolais Clément Mouamba a exprimé aux diplomates la gratitude du Congo au nom du président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Rominique Makaya



L'ambassadeur de la RDC remettant l'enveloppe au Premier ministre

VIE DES PARTIS

Le M2NR sensibilise les femmes de la ville côtière à leurs droits

En rapport avec la célébration de la journée du 8 mars, le Mouvement national pour la nouvelle République (M2NR) que coordonne Paul Tchignoumba a organisé des communications à Mvou-Mvou et Tié-Tié, respectivement dans le deuxième et troisième arrondissement de Pointe-Noire, visant à édifier les femmes sur leurs droits.



Tribune officielle de la cérémonie/Adiac

Les communications ont été animées par les femmes juristes, notamment Sylvie Tchignoumba et Arlette Malanda. S'exprimant pour la circonstance, Sylvie Tchignoumba a rappelé qu'au lieu d'être une occasion de festoyer à tout prix, la journée internationale de la femme devrait constituer un moment fort permettant de faire le point sur l'évolution des femmes en tenant compte de certains progrès déjà enregistrés, examiner ce qui reste à faire, bâtir des stratégies et les programmes à mettre en place pour réduire davantage les inégalités entre l'homme et la femme. Pour l'oratrice, il est question de saisir cette opportunité pour interpeller l'ensemble des femmes de la ville océane sur les antivaleurs comme l'injustice, l'incivisme, la corruption, l'impunité, bref sur la dépravation des mœurs décriée ces derniers jours. Ces antivaleurs illustrent le mépris de la personne humaine qui est pourtant sacrée et aussi de la chose publique.

Ainsi, les femmes doivent prendre conscience de leurs valeurs en tant que femme. « Contrairement aux coutumes congolaises qui considéraient la femme comme être faible, inférieure à l'homme, la Constitution congolaise indique explicitement le principe selon lequel tous les citoyens sont égaux devant la loi, toutes discriminations basées sur le genre sont interdites, les femmes ont les mêmes droits que les hommes », a-t-elle déclaré. Pour terminer, Sylvie Tchignoumba a invité les femmes à mieux connaître leurs droits à travers différents domaines d'activités en vue de les défendre avec efficacité. Elle a, en outre, exhorté les femmes à quitter le statut de personnes toujours assistées pour participer au développement socio-économique du pays. Au cours de ces retrouvailles, les participants ont salué l'action du gouvernement de la République et celle de l'ancienne organisation des femmes du Congo, à savoir l'Union révolutionnaire des femmes du Congo, pour leurs contributions sur les droits de la femme au Congo.

Faustin Akono

REVENDEICATIONS

Les auditeurs de justice réclament la publication de leur décret de nomination

Depuis plusieurs jours, les élèves magistrats en attente de formation depuis 2014 ont élu domicile dans le jardin des droits de l'homme, situé à côté du ministère de la Justice. Le 10 mars, ils y étaient encore présents pour revendiquer, entre autres, la publication du décret reconnaissant leur statut d'auditeurs de justice.



Les auditeurs de justice en pleine manifestation devant le ministère de la Justice/Photo Adiac

Munis de barres de fer, des cloches, des tam-tams, des flûtes et autres instruments de musique, ces jeunes qui constituent un échantillon de trois cent cinquante diplômés sans emplois ne se fatiguent guère. Depuis des mois, ils animent, sans répit, cet orchestre de casseroles, pour alerter les pouvoirs publics sur leur dossier de mise en formation classé sans suite depuis six ans.

En effet, depuis 2014, l'Etat congolais, constatant le déficit en magistrats dans les cours et les tribunaux, avait résolu de sélectionner des jeunes diplômés de droit, pour qu'ils soient formés dans quelques pays africains, afin d'en faire d'eux des magistrats. Ainsi, une première vague a déjà été formée et est actuellement en instance d'affectation. Quant aux trois cent cinquante qui restent, le dossier semble être bloqué pour des raisons non justifiées, affirment les auditeurs de justice.

En lançant ce mouvement, ces jeunes revendiquent en premier la publication par le gouvernement de leur décret de nomination comme auditeurs de justice. Un document qui leur permettra de bénéficier des indemnités comme cela a été le

cas pour les premières promotions. « Une commission interministérielle avait été mise sur pied, avec pour mission d'authentifier les diplômes et de réviser les listes, avant la publication d'un décret de mise en formation. Le travail qui devrait se faire en un mois s'est étendu jusqu'à six mois aujourd'hui sans suite. Nous constatons surtout le non-suivi de notre dossier par le ministère de tutelle », a précisé le coordonnateur du collectif des auditeurs de justice, Rosin Sédrique Olongoba.

De même, les élèves magistrats exigent la publication dans les délais de la liste définitive et révisée de tous les auditeurs de justice, établie après contrôle de diplômes, mais aussi celle de mise en formation. « Pendant que nous attendons la formation depuis six ans, le ministère de la Justice a déjà organisé deux fois de suite le concours d'entrée à l'ENAM. Certains de nos collègues avec qui nous étions sélectionnés ensemble ont déjà bénéficié du décret de nomination avec effets financiers, pourquoi pas nous ? », s'est interrogé le coordonnateur du collectif.

Firmin Oyé



REPUBLIQUE DU CONGO
 MINISTERE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE
AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
 (SERVICES DE CONSULTANTS)



Projet d'Appui au Climat des Investissements et à la Gouvernance sectorielle Forêt/Bois (PACIGOF)
 AMIN° 001/MPSIR/UCP-PACIGOF 2020

Secteur : Gouvernance économique et Réformes Financières

Référence de l'accord de financement : Prêt FAD 2000130013732

N° d'identification du Projet : P-CG-KZO-001

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt du Fond Africain de Développement (FAD) afin de couvrir le coût du Projet d'Appui au Climat des Investissements et à la Gouvernance sectorielle Forêt/Bois « (PACIGOF) », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat de prestations de services d'un consultant-individuel chargé de la rédaction du Manuel de procédures administratives, comptables et financières de l'Agence de Développement des Petites et Moyennes Entreprises (ADPME).

2. L'objectif général de la mission est d'analyser le système d'organisation et de gestion mis en place en vue de le rendre plus performant afin qu'il réponde aux besoins spécifiques de l'Agence en ce qui a trait aux procédures de toutes ses activités internes et externe. Spécifiquement, le manuel de procédures visera les objectifs suivants : (i) Décrire l'organisation de l'Agence de Développement des PME à travers l'organigramme existant, (ii) Fixer les tâches et niveaux de responsabilités des différents agents et entités impliqués dans le fonctionnement des procédures, (iii) Fournir des instruments adaptés et formalisés pour la rédaction, la transmission, le contrôle et le traitement des documents administratifs et comptables, (iv) Décrire les procédures et les opérations relatives au fonctionnement du système de gestion mis en place pour l'ADPME, (v) Permettre l'élaboration des situations fiables et sincères sur le point d'exécution du budget, des engagements financiers, des risques, des consommations et des coûts, (vi) Assurer le contrôle périodique de l'ensemble des opérations et (vii) servir de référence pour le contrôle périodique de l'ensemble des opérations administrative, comptable et financière.

La mission se déroulera à Brazzaville pour une durée de Quatre (04) mois.

3. L'Unité de Coordination du projet PACIGOF, ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution, (OE) en sigle » invite les consultants individuels intéressés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et

expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (composition du dossier : (i) lettre de motivation, datée et signée, (ii) Curriculum-Vitae (CV) daté, signé et récent mettant en exergue les prestations similaires et /ou les missions comparables justifiées par les attestations de bonne exécution, et (iii) copies certifiées de diplômes pertinents).

4. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes à la politique et au Manuel des Opérations de passation des marchés du Groupe de la Banque Africaine de Développement, édition d'Octobre 2015, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

5. Les consultants individuels intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (notamment les Termes de références) à l'adresse mentionnée ci-dessous aux jours et heures d'ouverture des bureaux suivantes : de lundi à vendredi, de 09h00 à 16 h00, heure locale (TU+ 1).

6. Les expressions d'intérêt doivent être rédigées en français et déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 25 mars 2020 à 12 h 00, heure locale (TU+ 1) et porter expressément la mention suivante : « AMIN°001/MPSIR/UCP-PACIGOF2020-RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE LA REDACTION DU MANUEL DE PROCEDURES ADMINISTRATIVES, COMPTABLES ET FINANCIERES DE L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES » ou par mail en format PDF à l'adresse ci-après :
 Projet d'Appui au Climat des Investissements et à la Gouvernance Sectorielle-Forêt/Bois (PACIGOF)

A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur

12, Rue Duplex, secteur Blanche Gomez Brazzaville-Congo

Tél : (242) 06 612 76 84 / 05 513 60 43 ; E-mail : pacigofcongo@gmail.com

Fait à Brazzaville le, 11 Mars 2020
 Le Coordonnateur du PACIGOF
 Benoît NGAYOU



AVIS D'APPEL D'OFFRE

- NOM DU PROJET : Traitement des déchets de forage
- NOM DE SOCIETES : Toutes sociétés agréées
- N° D'APPEL D'OFFRE : 003-1/PEPA/DG/AO/2020
- SECTEUR : Hydrocarbures
- DELAI LIMITE DE RETRAIT DU DOSSIER : 7 jours
- ADRESSE :

PETROLEUM EXPLORATION & PRODUCTION AFRICA S.A.

Siège Social : Avenue Felix Éboué, B.P. 21, Brazzaville, Centre-Ville

République du Congo

Tél : +(242) 044754854/069669493

Brazzaville, le 12/03/2020

GENRE

Cent millions de dollars mobilisés en faveur des femmes africaines

La Standard bank group et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) vont lever cent millions de dollars au profit des femmes africaines, a annoncé l'agence onusienne.

L'accord a été conclu à Addis-Abeba, en Ethiopie, en marge du 33e sommet de l'Union africaine (UA). Il vise à mettre en place l'African women leadership fund, une initiative qui tend à améliorer l'autonomie des femmes d'affaires africaines. Le président du Rwanda, Paul Kagame, a annoncé une contribution de cinq cent mille dollars, idem pour son homologue sénégalais, Macky Sall, le Canada dix millions de dollars et la Norvège huit millions de dollars.

Ces capitaux permettront de « soutenir les Objectifs de développement durable de l'ONU, ainsi que l'Agenda 2063 de l'Union africaine » en fournissant des financements à des femmes gestionnaires de fonds d'investissement. Elles pourront ainsi investir dans des entreprises appartenant à d'autres femmes, notamment dans les secteurs prioritaires (éducation, industrie manufacturière, soins de santé, énergie propre et agriculture). « Nous renversons les rôles et faisons des femmes les décideurs de l'argent à investir en Afrique. Nous voulons que les femmes soient du côté de l'offre d'argent, et pas seulement du côté de la demande », a indiqué Vera Songwe, secrétaire exécutive de la CEA.

Noël Ndong

Regards de Femmes « Entrepreneuriat-Innovation-Finance » en France

La deuxième édition de la rencontre Regards de Femmes met en lumière cette année les Femmes entrepreneuses d'Afrique.

Dans un contexte économique à réinventer, entreprises et entités publiques cherchent de plus en plus à concilier performance financière, impact social et environnemental, en contribuant au développement d'une démarche éthique et transparente.

C'est dans ce contexte qu'a lieu la rencontre "Regards de Femmes", le 16 mars à l'Hôtel de l'Industrie à Paris, pour offrir en exclusivité les regards croisés de deux femmes exceptionnelles : Fatoumata Ba et Laureen Kouassi-Olsson.

La première est fondatrice et CEO de la première licorne africaine, Jumia, membre du conseil d'administration et du conseil de surveillance, mais aussi du comité d'investissement de Creadev pour l'Afrique. Fatoumata Ba vient également de finaliser la levée d'un fonds de 60 millions d'euros, Janngo Capital, dédié au financement à long terme de start-up africaines et au renforcement de l'écosystème de l'industrie des nouvelles technologies sur le continent.

La deuxième, Laureen Kouassi-Olsson, directrice d'investissement, dirige le bureau Afrique de l'Ouest et le département Institutions financières d'Amethis, fonds d'investissement avec un total d'actif sous gestion de 725 millions d'euros, dédiés

à l'Afrique subsaharienne. Elle est membre du conseil d'administration de plusieurs institutions financières de renom et est engagée dans de multiples initiatives pour le développement du secteur privé et de l'entrepreneuriat en Côte d'Ivoire.

Ces deux femmes, symboles d'excellence et de réussite, illustrent la nouvelle dynamique du continent : une Afrique où les femmes jouent un rôle croissant dans le développement économique et politique et s'illustrent par leur engagement à casser les codes et à inventer une nouvelle forme de leadership, qui s'écrit à présent au féminin.

Entrepreneuriat, secteur privé, société civile, secteur public, les femmes africaines sont de plus en plus nombreuses à faire entendre leur voix et à créer des nouveaux modèles de développement à fort impact social. Cette nouvelle édition de "Regards de Femmes" donnera donc la parole, à travers Fatoumata et Laureen, aux femmes africaines, afin qu'elles nous inspirent par leurs parcours, leurs expériences, leurs combats, et mettent aussi en lumière cette Afrique qui gagne au féminin.

Pour Laureen Kouassi-Olsson, « Parce que nous devons contribuer à l'émergence de la prochaine

génération de femmes leaders du continent africain, nous devons inspirer et servir de modèle par nos actions et notre engagement. Mon combat est de démontrer qu'il n'y a d'impossible que les limites que nous nous fixons, et que nous devons toutes transformer l'adversité en opportunité d'avoir un impact sur nos sociétés. »

« Notre force repose sur notre multiculturalité et notre expérience forgée entre Europe et Afrique, une diversité qui nourrit aujourd'hui notre créativité. A travers Janngo, mon ambition est de contribuer à l'émergence de la nouvelle génération des start-up africaines, non pas en répliquant des modèles existant en Europe, mais en apportant des solutions modernes aux problématiques propres à nos sociétés », explique Fatoumata Ba.

Cet événement est organisé par la Société d'Encouragement pour l'Industrie nationale en partenariat avec le Women In Africa, ainsi que la plateforme numérique internationale. A en croire les organisateurs, cette rencontre est destinée à partager des expériences et anticiper les transformations des modes de pensée et de fonctionnement de la société.

Marie Alfred Ngoma

HARIOM TRAVELS
Agence de Voyage & Tourisme

Visitez
les pays de vos Rêves avec nous

Billet + Hôtel + Loisirs
nous faisons de votre séjour une expérience inoubliable

Pointe-Noire (Rép. du Congo) ☎ + (242) 05 555 55 79 - 04 485 09 09 ✉ salespnr@hariomtravels.net
Brazzaville (Rép. du Congo) ☎ + (242) 05 302 67 86 - 04 431 03 50 ✉ salesbzbv@hariomtravels.net
www.hariomtravels.net

HARIOM TRAVELS
Agence de VOYAGES et de TOURISME

- Vente de Billets d'avion
- Assistance voyage
- Visas
- Reservation Hôtels
- Location de voitures

SÉJOUR TOURISTIQUE À DUBAI

POINTE NOIRE: Tél.: +242 05 555 55 79 - 04 485 09 09
E-mail: salespnr@hariomtravels.net
BRAZZAVILLE : Tél.: +242 05 302 67 86 - 04 431 03 50
E-mail: salesbzbv@hariomtravels.net
www.hariomtravels.net

CORONAVIRUS

Les pharmaciens du Congo mettent en place une cellule de veille

Acteurs de santé publique de proximité, les pharmaciens se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, le 11 mars à Brazzaville, pour harmoniser leur contribution à la riposte contre l'épidémie de coronavirus covid 19.



Les membres de la Cellule de veille lors de l'assemblée générale extraordinaire

« Nous manifestons notre entière disponibilité à l'endroit des pouvoirs publics dans le sens d'une synergie d'action », souligne le communiqué final de l'assemblée générale extraordinaire convoquée par l'Ordre national des pharmaciens et le Syndicat national des pharmaciens du Congo. La cellule de veille mise en place travaillera avec le ministère en charge de la Santé notamment sur des questions liées à l'importation des médicaments de première nécessité, dans les conditions d'urgence. A ce propos, le président de l'Ordre des pharmaciens, Jean Charles Claude Ongoli, a souligné que les taux de rupture des médicaments grippaux sont estimés

de 10 à 15% encore que 80% des principes actifs des médicaments sont fabriqués en Chine, pays dont la production en la matière ne tourne pas à plein régime et la demande au plan mondial s'accroît au rythme de la propagation de l'épidémie. Par ailleurs, la cellule de veille devra œuvrer à la formation des pharmaciens et leurs collaborateurs sur le coronavirus covid 19 pour cerner tous les contours de la maladie afin de mieux sensibiliser les populations qui, pour la plupart, s'affluent vers les officines en cas de signe grippal. Les prospectus sont d'ailleurs prévus dans les pharmacies en vue d'élargir le spectre de sensibilisation. Il sera aussi question de mettre

à la disposition des pharmaciens des numéros verts du ministère en charge de la Santé, de voir avec les grossistes répartiteurs la disponibilité de stock de médicaments déjà menacé par la rupture des matières premières au niveau mondial, de communiquer régulièrement avec les personnels de pharmacie sur les mesures prises au niveau gouvernemental. En rappel, suite à l'expansion de l'épidémie de maladie à coronavirus, le gouvernement avait mis en place une commission interministérielle. Les pharmaciens ne pouvaient rester en marge de la dynamique impulsée par les pouvoirs publics.

Rominique Makaya

Plus de 290 millions d'élèves privés d'enseignement, selon l'Unesco

Les fermetures d'écoles dans treize pays pour contenir la propagation du coronavirus (Covid-19) perturbent l'éducation de plus de 290 millions d'élèves dans le monde. Un chiffre sans précédent, a indiqué l'Unesco.

L'agence onusienne va proposer des solutions pour un enseignement à distance inclusif. « Nous œuvrons avec les États pour assurer la continuité de l'apprentissage pour tous, en particulier pour les enfants et les jeunes défavorisés qui ont tendance à être les plus touchés par les fermetures d'écoles », a déclaré sa directrice générale, Audrey Azoulay, pour faire face à la perturbation actuelle de l'éducation. Elle avait convoqué une réunion d'urgence des ministres de l'éducation pour le 10 mars "afin de partager les réponses et les stratégies visant à maintenir la continuité de l'apprentissage et à assurer l'inclusion et l'équité".

Plus de 22 pays sur trois continents ont annoncé ou mis en œuvre des fermetures d'écoles, touchant 290,5 millions d'enfants et de jeunes des classes allant de la maternelle à la fin du secondaire. L'Unesco va mettre en œuvre de programmes d'apprentissage à distance à grande échelle, des applications et des plateformes éducatives en accès libre pour les écoles et les enseignants afin d'atténuer les perturbations dans le domaine éducatif. Alors que l'épidémie de Covid-19 est présente sur tous les continents, les scientifiques cherchent encore l'espèce à l'origine de la transmission humaine du coronavirus Sars-CoV-2. Une enquête indispensable pour comprendre l'émergence de la maladie mais dans laquelle les preuves ne sont pas encore concluantes. L'épidémie a franchi la barre des 100.000 infectés dans le monde. Alors que le nombre de nouveaux cas quotidiens n'a jamais été aussi bas en Chine, le berceau de l'épidémie, les autres pays voient la maladie se propager comme une traînée de poudre.

Face à cette nouvelle maladie, qui n'épargne désormais plus aucun continent habité, la question de son origine est loin d'être résolue: serpent, chauve-souris, pangolin, guerre bactériologique ?

Noël Ndong

BGFIMobile

JOURNÉE BGFIMobile

Les stands seront déployés dans 2 Agences
 Agence Proxima à Brazzaville
 Agence Agena à Pointe-Noire

DE NOMBREUX LOTS À GAGNER

8h30 à 16h00

CORONAVIRUS

L'Union européenne débloque 25 milliards d'euros pour soutenir l'économie

Les vingt-sept chefs d'État et de gouvernement de l'UE ont tenu une réunion d'urgence le 10 mars sur le Cov-19 pour la première fois par vidéoconférence. Un nouveau fonds d'investissement pour lutter contre la maladie a été annoncé.

Après plus d'un mois de présence de ce coronavirus en Europe, tous les pays membres sont touchés et leur économie est fragilisée.

« Il pourra atteindre rapidement 25 milliards d'euros. En ce qui concerne la recherche et le développement, nous avons mobilisé 140 millions d'euros de fonds public et privé pour des recherches prometteuses sur les vaccins, le traitement et le diagnostic », a déclaré Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne.

L'institution veut aussi assouplir les règles aéroportuaires pour empêcher les vols à vide, car « les compagnies aériennes continuent de faire voler leurs appareils par peur de perdre leurs créneaux de vol ».

L'Italie entièrement confinée

Soixante millions d'Italiens ont été priés de rester chez eux. Rome a décidé d'appliquer des mesures sans précédent pour contenir la progression de l'épidémie. La frontière italienne reste ouverte.

Tous les Italiens devront éviter les déplacements sauf pour aller travailler, se ravitailler ou encore pour des soins médicaux. Les rassemblements sont également prohibés. Depuis

dimanche, déjà un quart de la population du Nord de la péninsule était confiné.

Le gouvernement a interdit tout rassemblement et déconseillé de voyager sur le territoire. La maladie a fait 168 nouveaux décès en l'espace de vingt-quatre heures, ont annoncé les autorités le 10 mars en fin de journée. Jamais le bilan des décès en une seule journée n'a été aussi élevé. Le virus a fait 631 morts au total dans la péninsule, pays le plus touché d'Europe, le deuxième au monde, alors que dans le monde

comme les transports publics, les produits médicaux de première nécessité, l'alimentation et les services publics. En outre, les firmes faisant partie d'autres secteurs d'activité, mais « ayant une grande importance dans la chaîne de production nationale et mondiale pourront reprendre le travail sur autorisation expresse ».

Les autres entreprises ne seront autorisées à redémarrer leurs activités qu'à partir du 21 mars. Une nouvelle qui devrait

permettre de rassurer les marchés et les entreprises. En effet, le plus dur de l'épidémie est passé en Chine au prix de mesures radicales d'isolement social et de très haute surveillance.

Selon un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) publié le 28 février après une mission d'experts en Chine, le pays a réussi ce que beaucoup d'observateurs pensaient impossible. De près de deux mille cinq cents nouveaux cas début février, ce nombre a chuté à un peu plus de quatre

Le traitement à la Chloroquine testé à Marseille sur 24 patients

Dans une vidéo publiée le 9 mars, le professeur Raoult de l'IHU à la Timone a annoncé qu'il met en place le traitement contre le Coronavirus en lien avec l'étude chinoise dont il parlait en février. Un traitement à base de Chloroquine, habituellement utilisé contre le paludisme.

Dans cette vidéo, le professeur Raoult a annoncé que « nous venons d'avoir l'accord pour notre projet de recherche sur l'Hydroxy-Chloroquine » faisant suite à « une étude chinoise qui met en évidence l'efficacité d'un traitement ». L'étude a été publiée le 19 février dernier et démontrerait des cas de guérison assez rapides sur des patients Chinois. Cette étude utilise la Chloro-

quine, ce traitement anti-paludique, utilisé depuis soixante-dix ans. Ce traitement à base de Chloroquine, utilise un dosage précis : « 500mg par jour pendant dix jours », a détaillé le professeur dans une intervention devant des étudiants de l'IHU à Marseille. Cette étude aurait reçu l'aval des autorités chinoises. Le traitement est utilisé contre le paludisme notamment. Il aurait aussi « été testé lors de l'épidémie du SRAS », et serait efficace contre le Covid-19.

« L'avantage de ce traitement, il est peu onéreux et disponible en grande quantité sur le territoire », a détaillé le professeur. Pour lui, l'utilisation de ce traitement va « améliorer la prise en charge clinique qui est pour les pathologies déjà relativement graves. » Il a insisté aussi sur le fait que le deuxième objectif est « de faire diminuer le portage viral, actuellement il est de quatorze jours, avec ce traitement il serait de seulement quatre jours selon l'étude chinoise ». Le risque de contamination serait largement diminué.

Reste à savoir dans quelle mesure ce traitement sera validé par l'Agence nationale de santé, et quand il pourra être utilisé pour les patients français.

Yvette Reine Nzaba

« Nous venons d'avoir l'accord pour notre projet de recherche sur l'Hydroxy-Chloroquine »

le nombre de morts liés au coronavirus dépasse désormais le million hors de Chine. Le nombre de personnes contaminées est également passé de 9.172 à 10.149, soit une augmentation de 10.7%.

Reprise progressive d'activités à Wuhan en Chine

Après des semaines à l'arrêt, les industries clés de la ville, où est apparu en décembre dernier le coronavirus, vont reprendre progressivement leurs activités, selon les autorités du pays. Il s'agit d'un retour progressif concernant certains secteurs,

Les Congolais au rythme du confinement en Italie

«Tous à la maison»: 60 millions d'Italiens sont priés de rester chez eux à la suite des mesures contre le coronavirus, d'une ampleur sans précédent, décrétées par le gouvernement de Giuseppe Conte. La communauté congolaise est logée à la même enseigne.

En Italie, ce sont les journaux qui symbolisent le mieux l'isolement de tout un pays : «Tutti a casa» (tous à la maison). Le décret signé par le chef du gouvernement, Giuseppe Conte, s'étend à présent à tout le pays, préconisant des mesures identiques à celles qui confinaient, depuis dimanche, un quart de la population du nord de la péninsule.

Le chef du gouvernement italien a résumé ces décisions par la formule: «Je reste chez moi». «L'Italie tout entière deviendra une zone protégée», a-t-il affirmé sur un ton grave.

Tous les Italiens doivent «éviter les déplacements», sauf pour aller travailler, se ravitailler ou encore pour des soins médicaux. La basilique et la place Saint-Pierre du Vatican sont fermées aux



Talia Loemba-Bouity, membre de la Caravane des Voix de la Diaspora en compagnie de Jacques Mounombo-Koumba, tous deux résidents en Italie

touristes jusqu'au 3 avril. Dès lundi soir, à Rome ou Naples, des supermarchés ont été pris d'assaut, en particulier pour les produits essentiels, «on se croirait en temps de guerre!» a lancé un vendeur.

«Les pâtes, la sauce tomate en boîte, le thon et le papier hygiénique sont en tête du classement... et bien sûr l'Amuchina!», relève Michele, un employé d'une épicerie romaine (l'amuchina est l'antiseptique de rigueur!).

Ainsi, la communauté congolaise vit au même rythme que le pays tout entier. De Rome, après un échange téléphonique avec Talia Loemba-Bouity, un des contacts relais de la Caravane des Voix de la diaspora en Italie, celui-ci nous a enjoint de rassurer tous nos compatriotes qui ont des parents ou des

amis sur la péninsule.

«Qu'il s'agisse des étudiants, des salariés ou du corps diplomatique congolais, tous respectent les consignes et restent à la maison depuis le 5 mars», confie-t-il. Et d'expliquer que : «Nous avons adopté les gestes préconisés sur la mobilité et les comportements d'hygiène pour contrer la propagation du virus. Certains des travailleurs pratiquent le télétravail. Les sorties sont limitées, et une auto-certification est nécessaire pour se mouvoir. Entre membres de la communauté, nous nous tenons au courant via le téléphone et les réseaux sociaux. A ce jour, nous constatons d'ailleurs qu'aucun Congolais n'a été signalé comme faisant partie des personnes comptabilisées parmi les cas de contamination».

Marie Alfred Ngoma

CÉLÉBRATION

La francophonie fête ses 50 ans le 20 mars prochain

A dix jours de la célébration du cinquantième de la francophonie, la directrice de l'Institut français du Congo à Brazzaville, le directeur de la francophonie, la comédienne malienne et l'attaché de coopération à l'ambassade de France au Congo ont parlé, au cours d'une conférence de presse, tenue le 10 mars, du programme des activités ainsi que de l'historique de l'OIF.

Durant tout le mois de mars, le public brazzavillois aura droit aux douze événements, notamment des spectacles, des concerts, du théâtre, de la comédie, des rencontres littéraires, projections, conférences et ateliers ; des journées portes ouvertes du département cours et certifications, le jeu concours « La chasse au trésor francophone de Brazzaville ».

La conférence sur « Histoire, enjeux et perspectives » sera animée par le vice-doyen de la Faculté des lettres, Arts et Sciences Humaines, Omer Massoumou, avec la participation des ambassadeurs de plusieurs pays francophones et du directeur général de la francophonie, le 24 mars à 10 heures.

A l'ouverture un focus culture sur l'action de l'OIF au Congo, avec les témoignages des lauréats congolais des derniers jeux de la francophonie, la clô-



Une vue des intervenants

ture de ces 50 ans se fera avec le festival international des littératures et arts francophones (Filaf). La comédienne et bloggeuse malienne, Alima Togola, est en tournée qui lui a été ac-

cordée par l'Institut français de Paris, elle animera, le mercredi 11 mars, l'atelier blog, l'artiste livrera aussi un spectacle le jeudi 12 mars à 18 heures sur « Djon Be Sini Don ? » qui signifie

en bambara : « qui connaît l'avenir ? » Alima Togola parle de la condition féminine, tout en dénonçant les oppressions que subissent les femmes.

A partir de son expérience sur

les réseaux sociaux, la bloggeuse anime un atelier sur le thème : « Au-delà des simples selfies, comment faire vivre une page personnelle et créer des vidéos originales avec son smartphone ».

Le correspondant national auprès de l'OIF, Jean Michel, a fait l'historique de cette organisation. Le concept de la francophonie remonte à 1880. C'est un géographe français, Onésime Reclus, qui fut le premier à faire usage de ce concept, a-t-il indiqué.

En 1998, l'ACCT a été remplacé par l'Agence inter gouvernementale de la francophonie (AIF). En 2002, on parle de l'OIF. La francophonie est l'ensemble des pays qui font usage de la langue française. Elle regroupe 88 Etats parmi lesquels des pays non colonisés par la France.

Rosalie Bindika

SPORTIFS EN SITUATION DE HANDICAP

Les comités paralympiques du Congo s'imprègnent de la gouvernance de leurs structures

Les comités paralympiques du Kouilou, du Niari, de Brazzaville, des Plateaux, de la Cuvette ainsi que les membres du bureau exécutif du comité national paralympique congolais (CNPC) participent, du 11 au 13 mars à Brazzaville, à un séminaire sur la gouvernance.



Les participants au séminaire/Adiac

Animé par l'expert international du comité paralympique, Salomon Junior Binyam, ce séminaire regroupe, durant trois jours, plusieurs acteurs congolais du sport des athlètes vivant avec handicap. Des débats, visites et exposés sont prévus, le tout afin de permettre aux participants de cerner les différents points concernant la gouvernance d'une structure paralympique.

Grâce au savoir-faire de l'expert Camerounais, les membres des comités paralympiques congolais pourront désormais bien diriger leurs structures, l'une des conditions nécessaires pour développer le sport paralympique en République du Congo.

Dévoilant le contenu de son programme, Salomon Junior Binyam a profité de la présence du re-

présentant du directeur général des sports pour signifier qu'il est important que les pouvoirs publics participent pleinement au rayonnement des comités paralympiques, puisque selon lui, ces structures jouent un rôle très important, notamment dans l'accompagnement et l'évolution des athlètes en situation de handicap. « Je ne viens pas ici pour vous donner des informations extraordinaires, mais ensemble, nous discuterons autour de notre thème et à cet effet, j'apporterai ma contribution pour vous permettre de bien le saisir. Au sortir de ce séminaire vous serez capables de comprendre la gouvernance et le fonctionnement d'une structure paralympique », a-t-il déclaré.

Pour sa part, le président du

comité national paralympique congolais, Simon Ibovi, a manifesté sa joie de recevoir un expert international pour renforcer les capacités des responsables des comités paralympiques congolais sur la gouvernance des structures dont ils ont la charge. « Comme vous le savez, jusqu'à ce jour, il y a souvent un problème concernant la maîtrise du fonctionnement d'une structure paralympique. C'est une grande occasion pour nous de connaître la gouvernance et le fonctionnement d'une structure paralympique », a signifié Simon Ibovi. Il a, par ailleurs, ajouté que chacun devrait prendre toutes les dispositions pour que les échanges qui seront tenus avec l'expert soient fructueux.

Rude Ngoma

CENTRAFRIQUE

L'Union européenne débloque 15.5 millions d'euros pour le processus électoral

Dans le cadre du soutien à l'organisation des élections couplées prévues en décembre prochain, le gouvernement centrafricain et l'Union européenne ont signé, le 7 mars, une convention de financement.

La cérémonie de signature de ladite convention a eu lieu en présence du chef de l'État, Faustin Archange Touadera et l'ambassadrice de l'Union européenne en Centrafrique, Samuela Isopi. Le montant est de 15.5 millions d'euros dont 14.75 millions d'euros au Fonds Commun multi-bailleurs géré par le PNUD, et une autre partie aux expertises techniques de l'ÂNE, qui est également prévue dans le cadre de cet appui pour un montant de 500.000 euros.

À travers le financement du 11e Fonds européen de développement (FED), l'Union européenne poursuit son soutien à la consolidation du processus démocratique en République centrafricaine à travers la signature de cette convention de financement pour soutenir l'organisation des élections présidentielle, législatives et locales. En effet, l'Union européenne devient ainsi le premier bailleur et partenaire engagé avec des fonds concrets mis à la disposition de la RCA à hauteur d'environ 50% des besoins financiers et prévus pour l'organisation de ce processus électoral déjà enclenché. Ce financement supplémentaire témoigne à suffisance la volonté et l'engagement des 27 États membres de l'UE à l'endroit de la République centrafricaine. « L'évènement d'aujourd'hui marque la réalisation matérielle de l'engagement pris par l'Union européenne à contribuer au financement et donc à la tenue effective des élections de 2020-2021 », a déclaré Samuela Isopi, ambassadrice de l'UE en RCA, ajoutant que le geste permet « un nouveau jalon sur le chemin de la RCA vers une sortie définitive de son histoire de crises politiques et sécuritaires » « C'est l'apport d'une contribution financière déterminante pour le déroulement et la réussite des prochaines élections, les premières après le retour à l'ordre constitutionnel », a-t-elle réitéré.

Malgré que plusieurs observateurs politiques doutent de la tenue de ce processus électoral par rapport à l'occupation d'une grande portion du territoire par les groupes armés qui continuent à dicter leur loi, la cheffe de la délégation de l'UE a tenté de dissiper le doute. « Mais nous sommes convaincus que l'ÂNE a su capitaliser les leçons apprises et saura bâtir sur cette expérience. Quels que soient les défis politiques, logistiques et sécuritaires, déjà relevés en 2015-2016 dans une situation plus compliquée que celle d'aujourd'hui, l'Union européenne est convaincue que la tenue des élections cette année n'est pas seulement possible, mais elle est indisponible », a-t-elle indiqué.

Pour Félix Moloua, ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, la signature de cette convention de financement entre le gouvernement et l'UE, constitue « une étape cruciale et décisive dans la marche vers la consolidation de la paix et de la gouvernance démocratique en République centrafricaine à travers le démarrage d'un certain nombre d'activités prévues dans les différentes étapes du processus électoral ». La signature de cette convention de financement entre le gouvernement et l'UE vient compléter le premier programme d'appui au processus électoral.

Il s'agit du programme de consolidation de la démocratie (UE-PCD), mis en œuvre par l'agence belge de développement (ENABEL), par lequel l'UE a déjà engagé deux millions d'euros destinés au financement des opérations logistiques préélectorales, à savoir le déploiement de l'opération de cartographie, la contribution à la mise à niveau du centre de traitement des données par l'achat d'équipements informatiques complémentaires.

Yvette Reine Nzaba

CORONAVIRUS À KINSHASA

L'OMS rassure le gouvernement congolais de son appui

Partenaire traditionnel de la RDC en matière de la santé, l'OMS vient de rassurer la RDC quant à son appui à lutter contre l'épidémie de coronavirus dont le premier cas positif a été rapporté sur un Congolais naturalisé français le mardi 10 mars.

« L'OMS est là pour vous soutenir; tout comme nous continuons de le faire dans la riposte à Ebola » rassure le Dr Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour l'Afrique dans un communiqué rendu public par le bureau de

peuvent aider le pays à répondre à COVID-19.

Depuis que l'épidémie de COVID-19 a été déclarée 'urgence de santé publique de portée internationale, l'OMS a déjà fourni un appui technique en termes d'équipements et matériels aux nombreux pays africains. C'est le cas no-

La protection contre cette maladie qui se manifeste notamment par la toux, la fièvre, le rhume passe par le respect des règles d'hygiène. Il s'agit entre autres de se laver les mains régulièrement avec de l'eau et du savon ; tousser dans un mouchoir ou dans le pli du coude, en veillant à jeter le mouchoir en toute sécurité dans une poubelle refermée par la suite ; maintenir une distance sociale d'au moins un mètre, en particulier si cette personne tousse ; éviter de toucher les yeux, le nez et la bouche et consulter un médecin le plus tôt possible si une personne développe de la fièvre ou de la toux. Notons que la RDC est l'un des dix pays africains à avoir confirmé un cas de COVID-19. Les autres pays sont l'Algérie, le Burkina Faso, le Cameroun, l'Égypte, le Maroc, le Nigéria, l'Afrique du Sud, le Togo et la Tunisie.

Blandine Lusimana

Le sujet testé positif placé en quarantaine à l'est de Kinshasa

Le porteur du virus a été acheminé et placé en quarantaine à l'est de la capitale, dans la commune de Ndjili, à l'hôpital de l'amitié sino-congolaise où son état s'est stabilisé, à en croire des sources proches de cette institution hospitalière.

Depuis que le ministre de la Santé a confirmé l'interception d'un cas avéré de Coronavirus à Kinshasa, la psychose gagne de plus en plus de nombreux Kinois dont beaucoup ont, d'ores et déjà, modifié leur style de vie. Juste après l'annonce confirmant l'identité du porteur du virus présenté initialement comme un sujet belge, le ministre de la Santé s'est rétracté quelques heures après, pour cette fois-ci, confirmer qu'il s'agissait plutôt d'un Congolais de cinquante-deux ans résidant en France. Arrivé à Kinshasa le 8 mars en provenance de la France, ce dernier ne présentait, à son arrivée, aucun signe de la maladie à Coronavirus, a expliqué le ministre. « Le malade a été consulté dans une clinique de la place pour des symptômes suivants; la fièvre, la toux et le rhume », a-t-il ajouté avant de confirmer son test positif au coronavirus.

Là où le bât blesse, c'est que le sujet en question a quitté allègrement l'aéroport international de Ndjili pour se rendre avec son épouse à l'hôtel « Belle vie », au centre-ville de Kinshasa, près de la Gare centrale, site très fréquenté par la population. Avec qui avait-il été en contact ? En tout cas, d'après des sources, il aurait été en contact notamment avec les membres de sa famille biologique et de quelques amis qui lui auraient rendu visite. Une source proche de l'Institut national de recherche biomédicale a indiqué qu'une vingtaine des personnes supposées avoir été en contact avec le malade ont été mis en quarantaine. Une petite unité de la police a vite été déployée à l'hôtel « Belle vie » où a séjourné le patient. L'hôtel été encerclé et fermé jusqu'à nouvel ordre. Toutes les entrées et sorties sont désormais filtrées.

Entre-temps, le porteur du virus et son épouse ont, quant à eux, été acheminés et placés en quarantaine à l'est de la capitale, dans la commune de Ndjili, à l'hôpital de l'amitié sino-congolaise. D'après le corps médical de cette institution hospitalière, l'état du malade serait stable. Pour sa part, le ministre de la Santé continue à appeler la population au calme tout en rassurant sur les mesures prises en vue de faire face à cette épidémie.

Alain Diasso

« L'OMS est là pour vous soutenir, tout comme nous continuons de le faire dans la riposte à Ebola »

cette institution onusienne à Kinshasa.

Alors que la RDC, poursuit-elle, semble sur le point de mettre fin à sa pire épidémie d'Ebola sur son sol, c'est si triste d'apprendre que le nouveau coronavirus menace la santé de ses citoyens. Toutefois, elle reconnaît que des efforts de préparation qui étaient mis en place pendant la 10e épidémie de la maladie à virus Ebola

tamment des kits de tests de laboratoire fournis à l'INRB et à d'autres laboratoires nationaux ainsi qu'un renforcement des capacités des équipes d'intervention rapide. L'agence onusienne apporte aussi son appui à la RDC dans la surveillance, le suivi des voyageurs en provenance des pays en épidémie et le renforcement de la détection des cas suspects aux principaux points d'entrée du pays.

PONT ROUTE-RAIL KINSHASA-BRAZZA

Les travaux seront lancés en 2023

La vice-Premier ministre du Plan, Elysée Munembwe a annoncé, au cours d'une conférence de presse animée le 10 mars à Kinshasa, le chronogramme d'exécution des travaux de construction de cet ouvrage.

On en sait un peu plus sur le chronogramme d'exécution de travaux de construction du pont route-rail censé relier les deux capitales les plus rapprochées du monde, en l'occurrence Kinshasa et Brazzaville. Le démarrage des travaux de construction de cet ouvrage gigantesque pourrait intervenir en 2023 et ce, au terme d'un processus de structuration et de contractualisation du projet. La clôture des travaux et la mise en exploitation est fixée en 2028. C'est ce qui ressort de la communication faite aux journalistes le mardi 10 mars par la vice-Premier ministre du plan.

Toutefois, la construction du pont route-rail Kinshasa-Brazzaville reste assortie de certains préalables tels que la construction du chemin de fer Kinshasa-Ilebo et la modernisation de la route Matadi-Kinshasa et, surtout, la construction du port

en eaux profondes de Banana, dans le Kongo central, dont le démarrage des travaux est annoncé pour la fin de l'année en cours. Il s'agit, comme l'a indiqué le ministre des Transports et Voies de communication, Didier Mazengu, également présent à cette conférence de presse, de prioriser les investissements prioritaires pouvant influencer directement la vie des citoyens. « Le pont-route-rail n'a pas de sens pour nous, si nous n'avons pas notre port en eau profonde, si nous n'avons pas notre chemin de fer Kinshasa-Ilebo et si nous n'avons pas l'intégration de toute la République

démocratique du Congo », a indiqué le ministre.

Cependant, un écueil est susceptible d'hypothéquer le déroulement du projet. Il s'agit du contrat que le gouvernement a conclu avec la firme emirati DP World à qui le marché a été confié. D'après le ministre Didier Mazengu, la seule alternative restante pour favoriser une évolution positive du projet consiste à casser ledit contrat à tout point de vue désavantageux pour le pays. Outre la levée de l'exclusivité de DP World dans la construction dudit port, le ministre plaide également pour la révision de la part sociale du gouvernement dans ce

projet qui doit passer de 49% à 51, au lieu de 70% à 30 en faveur de DP World.

En tout état de cause, les études de faisabilité dans le cadre de la construction du pont route-rail Kinshasa-Brazzaville sont déjà terminées, à en croire la vice-Premier ministre du Plan qui, par ailleurs, a confirmé la participation de la RDC à la table ronde des partenaires sur le financement de construction des infrastructures de transport en Afrique qui se tiendra du 16 au 19 mars 2020 à Brazzaville. L'objectif de ce forum est de mobiliser 2,5 milliards d'euros pour la réalisation d'un réseau d'infrastructures permettant de

relier la RDC à la République du Congo, au Tchad, à la République centrafricaine, au Burundi et à l'Ouganda à travers la construction d'un vaste réseau routier.

Les assises de Brazzaville se situent dans le prolongement du Plan directeur consensuel des transports en Afrique centrale adopté en janvier 2004, à l'occasion de leur 11^e sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économiques des États de l'Afrique centrale tenu à Brazzaville. A noter que le projet de construction du pont route-rail Kinshasa et Brazzaville et le prolongement du chemin de fer Kinshasa-Ilebo font partie des cinquante-cinq projets phares retenus par les participants dans le cadre du Programme des investissements pour le développement des infrastructures en Afrique.

A.D.

«Le pont-route-rail n'a pas de sens pour nous, si nous n'avons pas notre port en eau profonde, si nous n'avons pas notre chemin de fer Kinshasa-Ilebo et si nous n'avons pas l'intégration de toute la République démocratique du Congo»,

CLÔTURE DES PANAFRICAINES 2020

Les participantes s'engagent pour le changement climatique

Venues de cinquante-quatre pays du continent africain, les femmes journalistes ont résolu, à l'issue du troisième forum de leur réseau « Les Panafricaines » tenu du 6 au 7 mars, à porter durant une année la thématique des changements climatiques dans leur travail quotidien.

La ville de Casablanca au Maroc constitue le point de départ de l'engagement des femmes journalistes d'Afrique à contribuer efficacement à la protection de l'environnement. Les trois cents panafricaines réunies durant deux jours ont, après des débats et échanges avec la contribution des experts en la matière, choisi un plan d'action qu'elles vont mener au cours de l'année à travers leur travail.

La majorité a voté en faveur du plaidoyer portant sur l'«Adaptation aux changements climatiques, les médias acteurs du changement». Ce plan constitue désormais une base de travail sur lequel les femmes journalistes se pencheront lors de la prochaine édition du forum. Le plan du travail étant déterminé, l'ambition de ses professionnelles de l'information d'Afrique est désormais de s'ériger en véritable force de proposition citoyenne et influencer sur les organisations médiatiques essentielles à une diffusion efficace et puissante de l'information. S'exprimant lors de la clôture de ce forum, l'ex-directrice de l'information de la Radio 2M et membre du comité permanent des «Panafricaines», Samira Sitail, a mis l'accent sur l'importance de la profession de journaliste, incitant à un journalisme sérieux et professionnel qui prend toute sa

place aujourd'hui face à la circulation des rumeurs et des Fake news. Les travaux en atelier ont été soutenus par les experts intervenant dans ce domaine, notamment des universitaires, des chercheurs scientifiques, des acteurs de la société civile et des spécialistes de l'environnement. Elle a également mis en avant l'importance de l'union entre les pays africains, rappelant que «Les Panafricaines» est un réseau créé en 2017 par la radio 2M. Il regroupe les femmes journalistes venant des pays du continent. Ce forum rassemble des femmes qui ont le même métier et qui font face aux mêmes difficultés et défis, ayant toutes le même souhait de voir l'Afrique prendre ses décisions face à plusieurs thématiques, notamment le changement climatique que le continent subit, a-t-elle ajouté.

Soulignons que la communauté des panafricaines est passée de cent journalistes en 2017 à 200 en 2018 et 300 en 2020. Chacune dans sa rédaction œuvrera ainsi à être «passeuse de bonnes informations», celles qui s'articulent sur des problématiques environnementales continentales en vulgarisant et en sensibilisant l'opinion publique sur l'urgence climatique, qui a été le thème central de cette édition.

Charlem Léa Itoua

MUSIQUE

Conquering Lions rallume la flamme du reggae dans le Kouilou

Le groupe Conquering Lions, lors de son concert tenu il y a quelques jours à la plage de Matombi, dans le département du Kouilou, s'est montré à la hauteur des attentes du public.

Dès l'entame du concert, les musiciens du groupe Conquering Lions se sont plongés dans la tradition du reggae en interprétant les morceaux des artistes qui ont incarné ce genre musical, notamment Bob Marley. Sur scène, le groupe Conquering Lions s'est montré en confiance face à un public extraordinairement bruyant, lequel public était électrisé par le moment. Patron du groupe, Patrick Bikoumou a été exceptionnel. Il s'est mis à danser avec énergie. Le rastaman au dread locks et à la barbe de couleur grisaille maîtrise parfaitement son vibrato délicat et ses envolées d'arpèges d'une vitesse hallucinante. Il est considéré comme l'un des meilleurs guitaristes. « Matombi, faites du bruit et merci de vous être déplacés pour ce moment historique », a-t-il lancé.

Pour terminer son spectacle, le groupe Conquering Lions a interprété ses nouveaux morceaux parmi lesquels «Ghâna mbongo» signifiant donne de l'argent en français. Un guitariste et un batteur ont permis de traduire toute l'ampleur de la chanson finale en beauté. Organisé par Bambou promotion, ce concert a été marqué par un défilé de mode. Et les organisateurs ont apprécié la dextérité des artistes. « Nous essayons de faire quelque chose qui soit culturel et qui puisse représenter la diaspora. On a



Patrick Bikoumou interprétant la chanson Ghâna mbongo /crédit photo «Adiac»

fait un défilé de mode et un concert. En effet, nous avons signé un partenariat avec une société de la place. Et le programme que nous avons présenté, c'est un programme d'événement tous les deux et trois mois qui représente un thème différent de la diaspora. Aujourd'hui, c'était les caraïbes, prochainement ça peut être un programme latino, de la salsa et tout ce qui est langue espagnole », a dit M. Franck, l'un des organisateurs de l'événement. Notons que le Bambou promotion fait résonner la musique dans des lieux chargés d'histoire. Il a pour mission de développer l'intérêt pour la musique en offrant des concerts de haut calibre et en misant sur une programmation de qualité, tant sur le plan du répertoire que sur le professionnalisme des artistes invités.

Hugues Prosper Mabonzo

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE DU 09 AU 15 MARS

MARDI 10 MARS

15H00 ACROBATIE : IXAKENE DE CAROLINA RAMIREZ
18H30 CINE SPECIAL : UNE INTIME CONVICTION (50 ans OIF)

MERCREDI 11 MARS

15H00 DEBAT D'IDEES : EROSION HYDRYQUE ET SON IMPACT SUR LE DEVELOPEMENT
19H00 MERCREDI A LA CAFET' : SOIREE MALIENNE (50 ans OIF)

JEUDI 12 MARS

15H00 RENCONTRE LITTERAIRE : CREOLITE ET FRANCOPHONIE CHEZ MARYSE CONDE (50 ans OIF)
18H00 THEATRE : DJON BE SINI DON ? QUI CONNAÎT L'AVENIR ? - MALI (50 ans OIF)

VENDREDI 13 MARS

19H00 EMISSION : RADIO CABARET

SAMEDI 14 MARS

10H00 ANIMATIONS : LES RENDEZ-VOUS DE LA MEDIATHEQUE (SAMEDI DES PETITS LECTEURS, L'HEURE DU CONTE ET RENCONTRES DE SCRABBLE)
15H00 CINEMA : GRAVE ERREUR 1&2

DIMANCHE 15 MARS

07H00 FITNESS : Y'ELLO FITNES
17H30 DIMANCHE A LA CAFET' : LES BANTOUS DE LA CAPITALE



DJON BE SINI DON
JEUDI 12 MARS - 18H00

ENTRÉE LIBRE

CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle Natoubangoudilamio Elvis Brunell, je désire être appelée désormais Natou Elvis brunell. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois mois.

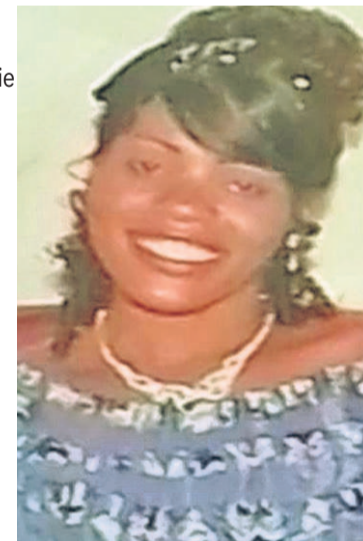
NÉCROLOGIE

Thomas Makéla et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de son épouse, Lovely Berlande Louvouandou, survenu le 29 février à Brazzaville.

Le deuil se tient au n°75, rue Alexandrie à Bacongo (croisement avec l'avenue des 5 chemins).

Le programme des obsèques se présente comme suit :

jeudi 12 mars 2020 :
9h00 : levée de corps à la morgue de Makélékélé ;
10h00 : recueillement au domicile familial ;
12h00 : messe de requiem en la paroisse St-Pierre-Claver ;
14h00 : départ pour le cimetière privé de Samba-Alphonse ;
16h30 : retour et fin de cérémonie.



Jacques Bamonana, responsable du service commercial du journal La Semaine Africaine et famille informent les parents, amis et connaissances le décès de leur mère, sœur et tante Agnès Nsamoukounou, survenu le vendredi 6 mars 2020 à Brazzaville. La veillée se tient au n° 14 de la rue des dalettes, Mampouya ma Moussosso, (arrêt de bus-barrage Manguier grand séminaire). Les obsèques sont prévues pour le vendredi 13 mars 2020 à la sous-préfecture de Mayama.





REPUBLIQUE DU CONGO
MINISTRE DE L'AMÉNAGEMENT, DE L'EQUIPEMENT DU
TERRITOIRE, DES GRANDS TRAVAUX
DELEGATION GENERALE AUX GRANDS TRAVAUX



COORDINATION TECHNIQUE

CELLULE D'EXECUTION DES PROJETS EN PARTENARIAT MULTILATERAL

**PROJET DE DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE RESTRUCTURATION
DES QUARTIERS PRECAIRES (P146933 - DURQuaP)**

Cofinancement Congo/Banque Mondiale
BP 14729 BRAZZAVILLE
Tél : (242) 06 956 86 64 - Fax : 222 83 54 60
Email : cepDURQuaPdggj@gmail.com



**PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR) RELATIFS AUX TRAVAUX DE
CONSTRUCTION DES VOIRIES PAR PAVAGE A POINTE NOIRE.**

RESUME EXECUTIF

Mars 2020

1. Contexte et justification de l'étude

Le Gouvernement de la République du Congo cofinance avec la Banque Mondiale, le Projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP) pour un montant de cent vingt millions (120 000 000) de dollars US.

Le gouvernement a décidé de confier l'exécution du projet au Ministère de l'Aménagement, de l'Équipement du Territoire et des Grands Travaux (MAETGT).

Ce projet vise l'amélioration de l'accès aux infrastructures et services de base pour les populations vivant dans les quartiers précaires ciblés et le renforcement des capacités du gouvernement et des municipalités en matière de restructuration urbaine.

Les activités du projet sont organisées autour des trois (03) composantes ci-après :

- composante 1 : intégration et restructuration des quartiers ;
- composante 2 : renforcement des institutions et des capacités ;
- composante 3 : gestion, coordination et évaluation du projet.

Le projet cible les quartiers Moukoundzi-Ngouaka et Soukissa à Brazzaville, Tchiniambi 1 et Mboukou à Pointe-Noire.

Ainsi, il est prévu, dans le cadre du projet, notamment de la composante 1 « intégration et restructuration des quartiers », la construction des voiries urbaines par pavage à Brazzaville et Pointe-Noire.

Cependant, la réalisation de ces travaux peut avoir des impacts tant positifs que négatifs sur l'homme et son environnement.

L'implication de la Banque mondiale dans le financement d'un projet (que ce soit sous forme de don ou de prêt) entraîne que le projet se conforme à ses politiques de sauvegardes.

Au regard de l'occupation spatiale des populations dans ces sites, l'exécution de ces travaux pourrait entraîner le déplacement physique temporaire ou non des personnes, la destruction des biens, d'arbres et la relocalisation des vendeurs informels et les habitants, les risques d'accidents lors des travaux, les risques de perturbation des réseaux d'eau et d'électricité, etc.

Pour être en conformité avec la législation nationale et la Politique Opérationnelle PO/PB 4.12 de la Banque mondiale, il est nécessaire de préparer un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) pour ce présent sous-projet.

2. Objectif de la mission

L'objectif de la mission est de préparer un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) relatifs aux travaux de construction des voiries par pavage dans les quartiers de Tchiniambi 1 et Mboukou à Pointe Noire.

Les objectifs du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) sont de mettre en place les mécanismes d'atténuation des impacts sociaux afin de prendre en compte les impacts du déplacement involontaire des populations affectées par le Projet, en leur permettant de reconstituer leurs moyens d'existence et leur niveau de vie. Il s'agit également de restaurer les moyens de produc-

tion et les revenus au niveau individuel et collectif supérieur ou égal à la condition initiale.

La démarche méthodologique adoptée dans l'étude a été basée sur deux approches complémentaires. La première s'est appuyée sur une approche participative qui a combiné d'une part la collecte et l'analyse de documents stratégiques et d'autre part, des entretiens et de focus groups avec les acteurs et partenaires concernés par le Projet. Une troisième étape a consisté à traiter les informations et données collectées et procéder à la rédaction du présent rapport.

3. Description du sous-projet

Dans la réalisation de ce sous-projet, il est prévu la construction des voiries sur une distance linéaire totale de 20 km, à raison de 10 km par quartiers. Les travaux de voiries dans la première phase vont être réalisés sur 5 km dans chaque quartier. Le revêtement des voiries sera réalisé en pavés de béton de type TRIEF (sinusoïdaux, autobloquants à épaulement et emboîtement) de 20 x 20 x 11. La couche de fondation sera sur une épaisseur de 20 cm en sable limoneux jaune et la couche de base sur une épaisseur de 20 cm en tout venant naturel.

Outres les travaux des voiries, il est également prévu l'aménagement du système d'assainissement dans ces quartiers

Dans le quartier de Mboukou, le système d'assainissement proposé consiste à doter les voiries ciblées des caniveaux couverts par des dalettes correspondantes aux accès des parcelles, aux croisements des ruelles, des avenues et des bordures CS2 pour des tronçons de courte portée et à pentes fortes. Les quantités proposées sont les suivantes : bordures CS2 = 5312 ml, caniveaux 80x80 = 5815 ml.

L'exutoire retenu où se déverseront tous les caniveaux est la rivière « Tchinouka » qui croise l'avenue Charles de Gaulle.

Dans le quartier Tchiniambi 1, le système d'assainissement proposé consiste à doter les voiries ciblées des caniveaux couverts par des dalettes correspondantes aux accès des parcelles, aux croisements des ruelles, des avenues et des bordures CS2 pour des tronçons de courte portée et à pentes fortes. Les quantités proposées sont les suivantes : bordures CS2 = 924 ml, caniveaux 80x80 = 8 651 ml, caniveaux 90x90 = 607 ml, caniveaux 100 x 100 = 383 ml.

Sur les franchissements respectifs de la rivière « Songolo », sont prévus des dalots de tailles et de types différents. Les exutoires retenus où se déverseront tous les caniveaux sont la rivière « Songolo » et ses bretelles.

4. Informations de base sur les conditions du milieu

La zone du projet concerne le quartier Mboukou dans l'arrondissement 3 Tié-Tié et le quartier Tchiniambi 1 dans le 4ème arrondissement Loandjili. Les populations étaient estimées en 2016, selon l'administration locale, approximativement à 12 000 habitants au quartier Mboukou, et 16 000 habitants au quartier Tchiniambi 1.

Le relief de la zone est généralement plat avec un sol dominé par le sable et l'argile. Le climat de la zone est de type subéquatorial océanique, sous l'influence d'un courant marin froid de

juin à septembre et d'un courant marin chaud d'octobre à mai. Il y a 2 saisons distinctes : la saison sèche de juin à septembre et la saison des pluies d'octobre à mai. L'hydrographie est dominée par les cours d'eau Tchikata pour Tchiniambi 1 et Tchinouka pour Mboukou.

Le niveau d'équipement en infrastructures de base (santé, éducation, eau, électricité, voiries, etc.) est très faible et une grande majorité de la population dans ces quartiers vit dans des conditions difficiles voire précaires.

5. Analyse des impacts induits par les travaux

Outre ces impacts sociaux positifs, les activités de construction des voiries urbaines par pavage dans les quartiers de Mboukou et Tchiniambi 1 vont induire des impacts socio-économiques négatifs dans ces quartiers. En effet, l'emprise utile pour la construction des voiries par pavage impactera 423 structures (à usage commercial et non commercial), 39 arbres appartenant aux Personnes affectées par le projet (PAP) riveraines, un champ de manioc de 3 m² appartenant à une PAP et 340 PAP pourraient subir une perturbation de leurs revenus tirés de l'exploitation des places d'affaires.

Ces activités vont impacter au total 549 personnes réparties comme suit : 302 PAP à Mboukou (157 femmes contre 145 hommes) et 247 PAP à Tchiniambi 1 (77 femmes contre 170 hommes).

6. Recensement des biens et personnes susceptibles d'être affectés par le projet

Sont éligibles à la compensation/indemnisation, les catégories de personnes suivantes :

- les personnes possédant des biens (quel que soit l'usage) dans les emprises des rues;
- les propriétaires (représentants connus) subissant des pertes des arbres et des cultures vivrières;
- les personnes exerçant des activités commerciales le long des voiries retenues et qui pourraient subir des perturbations des revenus.

Ces personnes doivent être recensées avant la date butoir ou date limite d'éligibilité.

Conformément à la OP 4.12, l'évaluation des pertes s'est faite de manière à aboutir à des niveaux d'indemnisation et de compensation qui assurent le remplacement intégral de tout actif devant être affecté du fait de la construction des voiries urbaines par pavage. Pour chaque personne impactée, les espèces végétales privées sont valorisées au coût de remplacement intégral par rapport à la valeur du marché courant dans la ville.

Le recensement des PAP a permis d'aboutir aux résultats ci-après :

- nombre total des personnes affectées par le projet : 549 PAP dans les deux quartiers dont 302 PAP à Mboukou (157 femmes et 145 hommes) et 247 PAP à Tchiniambi 1 (77 femmes et 170 hommes)
- nombre des personnes vulnérables affectées : 291 dans les deux quartiers dont 302 PAP à Mboukou (157 femmes et 145

hommes) et 247 PAP à Tchiniambi 1 (77 femmes et 170 hommes)

- nombre total des biens affectés : 423 dans les deux quartiers répartis comme suit : 21 structures amovibles, 280 structures fixes et 122 structures semi-fixes.

- nombre de ménages affectés par le déménagement physique dû à une acquisition de terre : aucun ménage ne sera affecté par la perte d'habitation dans le cadre de la mise en œuvre de ce sous-projet.

- nombre des ménages affectés par la perturbation temporaire des activités socioéconomiques : 340 dont 137 à Tchiniambi 1 et 203 à Mboukou

- nombre d'arbres fruitiers à abattre et à élaguer : au total 39 dans les deux quartiers dont 28 arbres affectés à Mboukou et 11 arbres affectés à Tchiniambi

- cultures vivrières et légumières affectées dont la superficie cultivée ne peut même pas être calculée en m²: une (01) seule PAP propriétaire d'un champ de manioc de 3 m² au quartier Tchiniambi 1

7. Budget du PAR

Les coûts globaux du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) sont estimés à la somme de deux cent cinquante-deux millions six cent trois mille six cent soixante-dix (252 603 670) francs CFA.

8. Responsabilité pour le suivi/évaluation et la mise en œuvre du PAR,

Le suivi-évaluation relève de la responsabilité de la CEP-DUR-QuaP qui veillera à l'ensemble des activités relatives à la mise en œuvre de ce présent PAR. Sur le terrain, elle sera appuyée par la Maîtrise d'œuvre sociale (MOS), les Comités locaux de développement (COLODE), et les représentants des autorités administratives des Mairies d'arrondissement concernés. Cette aide a été nécessaire lors des séances de sensibilisation/information sur les mesures prescrites dans ce PAR.

9. Diffusion de l'information, publication du PAR

Après approbation du présent Plan d'Action de Réinstallation par la CEP DURQuaP et la Banque mondiale, il sera diffusé au niveau national. Sur demande du Projet DURQuaP, il sera diffusé sur le site web externe de la Banque mondiale.

Au niveau national, le projet DURQuaP procédera :

- à la publication du résumé de ce PAR dans les journaux locaux et l'intégralité du document sur son site Internet;
- au dépôt des exemplaires du PAR dans les sièges des Mairies de Tié-Tié et Loandjili, les coordinations des COLODE, les chef-feries des quartiers, etc. ;

Toute personne qui exprimerait l'envie de consulter le présent document pourrait consulter les canaux de diffusion sus évoqués.

MÉMOIRE

Edith Lucie Bongo Ondimba, onze ans déjà



Le couple présidentiel lors de la messe d'action de grâce/DR

Une messe d'action de grâce a été dite, le 10 mars, en la paroisse Notre-dame-de l'Assomption d'Oyo en mémoire de la fille aînée du président de la République, Denis Sassou N'Gesso, et ancienne première dame du Gabon. Plusieurs personnalités congolaises et gabonaises ont assisté à cette messe sous la houlette de Monseigneur Victor Abagna Mossa, évêque

du diocèse d'Owando.

Née le 10 mars 1964 à Brazzaville, Edith Lucie Bongo Ondimba a été arrachée à l'affection des siens le 14 mars 2009. Onze ans après son rappel à l'éternel, ses multiples œuvres resteront à jamais gravées dans la mémoire de ceux qui l'ont connue.

Rominique Makaya

RÉSEAUX SOCIAUX

Alima Togola partage des astuces et techniques pour booster son audience

Fort de son expérience sur les réseaux sociaux, l'actrice et comédienne malienne, Alima Togola, a animé un atelier le 11 mars, à Brazzaville, du thème « Au-delà des simples selfies, comment faire vivre une page personnelle et créer des vidéos originales avec son smartphone ? ».

En séjour à Brazzaville dans le cadre d'une tournée africaine offerte par l'Institut français de Paris, Alima Togola a longuement échangé avec quelques artistes et blogueurs sur les moyens de renforcer sa visibilité et sa notoriété sur Internet. Pour elle, le nombre d'opportunités que nous offrent tant les smartphones que les réseaux sociaux, notamment Facebook qui a boosté sa carrière et sa renommée dans son pays le Mali et bien au-delà n'est plus à démontrer. « Avoir une page c'est bien mais avoir des « fans » (personnes qui s'intéressent, aiment, commentent et partagent son contenu) c'est encore mieux. Ce monde constitue une valeur ajoutée des objectifs qu'on se fixe. Est-il qu'ils ne tombent pas des cieus car il faut travailler pour les avoir, puis les fidéliser », a-t-elle déclaré.

Racontant son parcours, Alima Togola précise que tout a commencé en 2018, de façon totalement hasardeuse, grâce à des textes d'un ami qu'elle convertissait en petits sketches. En effet, bien qu'ayant appris professionnellement le théâtre, la jeune femme ne s'imaginait pas devenir célèbre à travers les réseaux sociaux. « Les petites vidéos de deux à quatre minutes que je faisais ont commencé à intéresser énormément de personnes sur ma page Facebook, et cela m'a mis en confiance pour continuer sur cet élan », a-t-elle expliqué.

Avec plus de 175 000 abonnés aujourd'hui, Alima Togola évolue en



Alima Togola échangeant avec le public lors de l'atelier/Adiac

solo. Elle écrit et réalise quasiment tous ses sketches avec son téléphone. Dans ses contenus en bambara (langue nationale malienne), elle défend la femme et dénonce, sur un ton humoristique, les différents vices dont elle est victime. Quelques fois, elle titille aussi sur d'autres faits de société qui, à son avis, empêchent son épanouissement et son développement.

Au regard de sa propre expérience, la jeune artiste malienne a notamment exhorté le public désireux de booster sa page Facebook à : se lancer et persévérer malgré les barrières qui pourront se dresser dans l'accomplissement des objectifs fixés ; se former sur le tas en côtoyant ceux qui sont déjà parvenus, en se documentant et en expérimentant différents outils de création de contenu de qualité ; gérer une seule application à la fois, à ses débuts, pour être efficace ; être créatif et stratégique sur le contenu avec une ligne éditoriale attractive ; choisir une plage horaire de publication et d'animation pour optimiser son audience ; être à l'écoute du public

Merveille Atipo

BARTHÉLEMY NGATSONO

« Nous sommes fin prêts pour le Chan »

Le sélectionneur des Diables rouges locaux a animé, le 11 mars, une conférence de presse au cours de laquelle il a salué la progression de son équipe par rapport aux matches de qualification.

Les Diables rouges ont abordé la dernière phase de leur préparation le 11 mars au stade Alphonse-Massamba-Débat avec trente joueurs présélectionnés par Barthélémy Ngatsono. Le sélectionneur de l'équipe Chan a rassuré qu'au sortir de ce stage, il communiquera la liste des vingt-trois joueurs retenus pour la phase finale de la sixième édition du Championnat d'Afrique des nations.

« Nous sommes fin prêts », a-t-il souligné, expliquant que le stage qui a débuté au stade Alphonse-Massamba-Débat permettra au staff technique de procéder à quelques réglages. « Nous avons fait un tournoi à Kinshasa, un match ici à Brazzaville et un autre au Rwanda. Par rapport à toutes ces rencontres, nous allons pour les quelques jours qui nous restent corriger ce qui n'avait pas marché et aussi mettre en place notre stratégie d'abord pour le premier match contre la RDC et nous verrons ensuite celle du deuxième match », a expliqué Barthélémy Ngatsono.



Barthélémy Ngatsono animant la conférence de presse/Adiac

L'un des problèmes qui lui tient à cœur pour cette dernière ligne droite de préparation consistera à redonner la confiance à ses attaquants qui sont restés muets tout au long de la préparation. Malgré leur manque d'efficacité, Barthélémy Ngatsono ne retient que du positif. « Nous savons que l'équipe est en progression par rapport aux matches de qualification sur le plan du jeu et sur le plan des possibilités que nous créons devant les buts. Il faut rester dans cette dynamique et renforcer certaines capacités techniques physiques et tactiques parce qu'au Chan ça va

être de plus en plus tactique », a-t-il indiqué. Les Diables rouges, a indiqué le sélectionneur, partiront au Cameroun avec ambition d'atteindre au moins le dernier carré de la compétition. Le premier pas pour y arriver serait de ne pas louper le premier match de la compétition le 5 avril contre les Léopards de la RDC. « Notre combat c'est celui-là. Comment allons-nous aborder le match contre la RDC ? Mentalement comment est-ce que nous pourrions l'aborder. Le souhait serait de s'assurer un bon résultat parce qu'on dit le plus long voyage commence par le premier pas. Hier on s'est arrêté en quart et aujourd'hui il faut qu'on essaie de dépasser ce cap », a-t-il commenté. Le sélectionneur des Diables rouges a toutefois apprécié l'état d'esprit avec lequel ses poulains ont abordé les dernières rencontres de préparation qu'ils ont livré à Kinshasa, Brazzaville et Kigali. « En termes de bilan c'est positif par rapport à la réaction des enfants. Nous avons joué tous nos matches à fond de la première à la quatre-vingt-dixième minute. Ce n'est plus comme hier où le Congo fléchissait à la deuxième mi-temps. Le seul point négatif c'est l'attaque. C'est sur ce secteur que nous allons nous atteler pour ce dernier stage. La relation milieu-attaque n'était pas trop mal aussi parce que nous nous créons les occasions de buts. Maintenant il faut les marquer. On va travailler là-dessus pour que nous soyons sereins au Cameroun », a précisé le sélectionneur des Diables rouges.

Notons que deux de ses attaquants sur lesquels il comptait pour renforcer l'attaque sont incertains pour la compétition. Jaurès Gombé, a-t-il expliqué, est sous traitement. « Nous allons voir d'ici là s'il peut se rétablir. En ce moment on peut décider ». Il y a en revanche plus d'espoir pour Bersly Obassi. Sa durée d'indisponibilité de trois semaines ne lui permet pas de postuler.

Les 30 présélectionnés

Gardiens : Pavhel Ndzila (Etoile du Congo), Giscard Mavoungou (AS Cheminots), Perrauld Ndinga (AS Otoho), Chili Ngakosso (Cara)

Défenseurs : Dimitri Davy Bissiki Magnokélé (AS Otoho), Grâce Batekouahou (Diables noirs), Cosme Atoni Mavoungou (JST), Landry Francis Nsenda (AS Otoho), Julfin Ondongo (Etoile du Congo), Faria Jobel Ondongo (AS Otoho), Prince Mouandza Mapata (Diables noirs)

Milieux du terrain : Mignon Etou Mbon (Etoile du Congo), Hardy Santous Mboussa (AS Cheminots), Harvy Ossété Itali (Diables noirs), Ardy Samarange Binguila (Diables noirs), Brel Mohendiki (Etoile du Congo), Prince Obongo (Diables noirs), Chandrel Massanga (Cara), Sagesse Babelé (Patronage Sainte-Anne)

Attaquants : Ismael Ankobo (Cara), Yann Moukombo (Etoile du Congo), Rox Oyo Thoury (Diables noirs), Darel Nkounkou Maleka (V Club Mokanda), Gautrand Ngouonimba (Etoile du Congo), Bercy Langa (AS Otoho), Judea Mouandzibi (Inter), Wilfrid (Diables noirs), Racine Louamba (Diables noirs) et Kilebe Mbama (JST)

James Golden Eloué